

Au cœur du malaise policier, une immersion dans un commissariat de Sarcelles

Les attentats, puis l'état d'urgence, conjugués au manque de moyens, poussent à bout les policiers et mettent en évidence un malaise profond. Un reportage de la journaliste Florence Aubenas.

LE MONDE | 29.12.2016 à 10h42 • Mis à jour le 29.12.2016 à 10h52 | Par Florence Aubenas (journaliste/florence-aubenas/)



Plongée au cœur du malaise policier.

Au premier coup contre la porte, c'est un petit monsieur en costume qui ouvre, teint très pâle, rasé et peigné, comme s'il attendait chaque nuit qu'on vienne frapper au matin. Il est 6 h 14 à Sarcelles, l'heure des femmes de ménage et des perquisitions. « *C'est l'étage au-dessus* », dit le petit monsieur sans qu'on lui demande rien. Il précise : « *Porte de droite*. »

Les coups reprennent, un palier plus haut. « *Police*. » Une voix de femme : « *C'est pour qui ? – Kevin*. » On entend soupirer. « *Encore...* » La porte s'entrebâille. « *Sa chambre est dans l'entrée, lit superposé du haut* », dit un des trois flics. On les croirait chez eux. « *Comment je m'habille ?* », leur demande Kevin. Ça discute chiffons. Kevin a 19 ans.

Dans le salon, le sapin qui clignote éclaire par saccades le visage de la mère. « *Je suis traumatisée* », elle dit. Sa fille rigole. « *Raconte pas ta vie, c'est pas des psychologues*. » La mère, à nouveau : « *Il a fait quoi cette fois ? – Il a pris rendez-vous avec une dame sur Leboncoin pour acheter un portable. Il le lui a arraché. Mais avant, il avait envoyé une adresse mail avec son nom, pour la facture*. » La mère gémit. « *Mon Dieu qu'il est bête...* » Dans la voiture de police, Kevin – menottes et survêtement noir – vérifie sa coiffure dans le rétroviseur.

Au commissariat de Sarcelles (Val-d'Oise), on éventre un sachet de croissants sur le bureau, la tradition entre enquêteurs après une arrestation. « *Moi, c'est le Boulet* », se présente l'un d'eux. Quand la conversation mollit, le Boulet aime raconter quelques-unes de ses gaffes. Une chanson d'AC/DC joue fort sur l'ordinateur. Qu'on ne s'y trompe pas : ici, le dossier Kevin est une affaire sérieuse.

Depuis le mois d'octobre, il n'y a pas une semaine où on ne parle des policiers, de leurs colères, leurs malaises, leurs manifestations. Pour la première fois, des hommes et des femmes, parfois en uniforme, défient la loi pour protester de nuit, sans autorisation. Le gouvernement vient d'annoncer un texte élargissant pour la police la notion de légitime défense, une des revendications. Ça ne suffira pas, tout le monde le devine. A quoi ressemble aujourd'hui le monde vu à travers la glace sans tain d'un commissariat ? Le ministère de l'intérieur m'a autorisé à passer dix jours dans celui de Sarcelles.

Lire aussi : « Les policiers de terrain sont démotivés et démoralisés »

(idees/article/2016/12/08/les-policiers-de-terrain-sont-demotives-et-demoralises_5045626_3232.html)

A l'accueil, quelqu'un vient de déposer un lapin angora, trouvé dans un ascenseur. Une dizaine de personnes attendent. Plutôt calme, aujourd'hui. Sur le cahier des doléances, une main a écrit :

« On a volé tous les cadeaux de Noël. » Il y a aussi des compliments pour Nadine, qui tient le guichet. A 60 ans, Nadine a été recasée là, après une vie de barmaid au foyer des CRS. Elle adorait. Elle en a gardé l'indulgence, une certaine façon d'écouter. Le jour de la visite de Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'intérieur, une jeune fonctionnaire a pourtant été installée à la place de Nadine. Des voitures neuves avaient aussi été prêtées par la préfecture de Cergy, en cache-misère des guimbarde de Sarcelles, et des agents amenés d'autres commissariats, pour faire masse. « C'est normal que les officiels ne comprennent rien : à chaque fois, on monte un décor pour faire croire que tout va bien, dit un fonctionnaire. Mais ce qu'on vit, d'autres institutions le vivront aussi. On est juste à l'avant-poste. »

« Bande de merdes, petit flic à 1 000 euros »

Prenons ce mariage, par exemple : une histoire de rien pourtant, qui aurait fait rire en d'autres temps. C'est Christelle qui raconte, de l'équipe police-secours. Ça se passait l'autre jour, vers l'avenue du 8-Mai-1945, les Champs-Élysées de Sarcelles, une guirlande de boutiques orientales, juives ou pakistanaïses qui dévalent le long d'un boulevard. Trop de tapage, une patrouille débarque à la noce. « Bande de merdes, petit flic à 1 000 euros, on connaît des gens plus importants que votre uniforme ridicule », se mettent à crier les mariés. C'était des familles paisibles, « des gens qui devraient être avec nous », s'énerve un autre équipier. « On est devenu de la viande, des larbins. »

Ceux qui sont avec la police, ceux qui sont contre la police : la ligne de partage traverse désormais chaque conversation, coupant l'horizon en deux. Et tous les jours, la catégorie des « contre » semble enfler, démesurément. « Invulnérables », le terme serait exagéré : disons que les policiers se sentaient sûrs d'eux, solides comme la République. L'instabilité de l'époque, les attentats – dont certains ciblant des fonctionnaires – ont soudain mis à nu une impression de fragilité. Sylvie, major exceptionnel, évite tout signe distinctif quand elle quitte le boulot. « C'est le monde à l'envers : normalement, c'est pas à nous de nous cacher. » Devant les commissariats, les flics gardent maintenant les flics, ambiance bunker, la police contre le reste du monde. La parole aussi est barricadée, comme s'il y avait la peur et la honte de la peur. « Qu'est-ce qu'on peut dire ? On est censés représenter la force et on se fait tirer comme des lapins », lâche le bonhomme de permanence.

Lire aussi : « Les policiers ont tendance à se voir comme les “éboueurs” de la société » ([/police-justice/article/2016/10/24/les-policiers-ont-tendance-a-se-voir-comme-les-eboueurs-de-la-societe_5019001_1653578.html](https://police-justice/article/2016/10/24/les-policiers-ont-tendance-a-se-voir-comme-les-eboueurs-de-la-societe_5019001_1653578.html))

Dans le bureau du Boulet, l'interrogatoire de Kevin vient de commencer. « Kevin, tu fais quoi en ce moment ? », demande Baptiste, qui conduit l'enquête. « Ben, je suis là », répond Kevin, interloqué. Une banane trône à côté de l'ordinateur, une serviette de bain rose sèche sur le radiateur à côté d'une lampe de poche et d'une barre à mine – l'équipement personnel du Boulet ; le ministère n'en fournit plus. Un ventilateur et un micro-ondes ont été récupérés dans les poubelles, certains meubles aussi. Est-ce qu'il reste assez de papier pour imprimer les PV ? Sous la lumière crue du commissariat, Marianne avec son bonnet phrygien ressemble soudain à une petite clocharde. Kevin nie le vol. Il reconnaît juste « être passé dans le coin, mais plus tard ».

« AUJOURD'HUI,
LE MAGISTRAT
LUI-MÊME
DÉMONTE LES
ENQUÊTEURS. LE
VICE DE FORME
EST DEVENU UNE
HANTISE », YANN
LE POULARD,
COMMANDANT DE
POLICE

Dans le couloir, des collègues râlent contre une nouvelle loi – « encore une ! » Aujourd'hui, les fonctionnaires renâclent à devenir enquêteurs de police judiciaire, même au prestigieux Quai des Orfèvres, le rêve il y a quinze ans encore. « A l'époque, on n'y entrait pas comme ça, il fallait se faire remarquer », dit le commandant Yann Le Poulard. Il raconte la brigade des stupéfiants, où il a travaillé, les dossiers suivis de A à Z, les aveux à 4 heures du matin. « Un pied terrible. » La magistrate lui avait donné son numéro de portable, « je l'appelais en pleine nuit et elle décrochait ». Flics et juges d'inaïent ensemble, sentiment d'être du même monde. « Aujourd'hui, le magistrat lui-même démonte les enquêteurs. Depuis que la procédure s'est incroyablement compliquée, le vice de forme est devenu une hantise », reprend Yann Le Poulard.

Les appels radio se succèdent au poste, dans la pièce à côté. Un bébé seul dans une Scenic derrière un hypermarché, braquage à la bijouterie du centre commercial, des jeunes en bande caïlassent le tram. « On va les attraper, ils vont dire que c'est pas eux, le procureur sera encore de leur côté », s'énerve une très jeune femme. Elle en parle comme d'une trahison. Quelqu'un glisse à la fonctionnaire qui gère les appels : « Tu m'envoies sur les bons trucs, OK ? »

En bas, dans les geôles, le gaillard de service fouille un Roumain – vol chez Auchan, une tranche de foie de veau, 6,07 euros. Bruits de grilles et de clé, béton cru couvert de graffitis et d'épaisses traînées brunes, avec cette odeur qui s'incruste partout, même dans la bouche. Des formes sont allongées sous des couvertures de survie dorées. L'une répète en boucle : « *Les toilettes, les toilettes.* » L'endroit est surnommé Koh-Lanta. « *Est-ce qu'on s'habitue ?* », demande le gaillard de service. Sa femme est restée dans le Nord, il y retourne en fonction de ses récupérations. Lui vit en « *squat* », un appartement loué entre collègues, à quatre matelas par pièce. Certains réussissent à avoir leur chambre, mais c'est plus cher. Ici, les policiers viennent de partout, des jeunes surtout. Pauline, stagiaire, raconte que sa colocataire à l'école de police a fait une crise de nerfs à sa nomination en banlieue parisienne. Il faut dix ans pour être muté en province. Moins avec du piston.

Le gaillard regarde les papiers du Roumain. Puis regarde le Roumain. « *Tu étais beau, avant. Tu t'es vu aujourd'hui ?* » Sa boîte de BTP a fermé, le Roumain s'est réfugié dans un pavillon à l'abandon avec un Somalien sans papiers. Pendant les années Sarkozy, quand les sans-papiers étaient l'obsession politique, la statistique exhibée en trophée, une patrouille serait déjà partie cueillir le Somalien. « *A l'époque, on nous disait : tu ne rentres pas au poste si tu n'en as pas ramené deux* », dit un gradé. Au pôle judiciaire, José se souvient qu'il n'en dormait plus – « *ces hommes se mettant à genoux devant nous pour ne pas repartir et dont on ne savait jamais ce qu'ils étaient devenus...* » José a débuté au centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), en 2006 : le camp, tout juste créé, avait englouti 150 diplômés sur les 240 de sa promotion. La politique a toujours voulu faire sa police. Les statistiques existaient avant Nicolas Sarkozy. « *Mais il a officialisé le système. Parfois, les chiffres étaient affichés tous les jours.* »

« QU'EST-CE
QU'ON PEUT DIRE
? ON EST CENSÉS
REPRÉSENTER LA
FORCE ET ON SE
FAIT TIRER
COMME DES
LAPINS », LÂCHE
LE POLICIER DE
PERMANENCE

Aujourd'hui, les vols avec violence sont devenus la priorité – arrachages de sac et de portable surtout. Sarcelles détient le record du Val-d'Oise, plus de mille par an. Un service spécifique a été créé en 2015, au sein du groupe de la répression des violences aux personnes. Déjà passée de huit fonctionnaires à trois, la brigade des mineurs y avait été dissoute dans le cadre d'une réforme nationale. « *Notre spécificité a disparu, on l'a très mal pris* », estime Nadège, brigadier-chef. « *Une enquête de viol, c'est long, sans intérêt statistique. Maintenant, on appelle parfois les victimes trois ans après les faits.* » Un arrachage, en revanche, « *ça se résout tout de suite, du résultat facile, ça brille* », explique une autre. Le nouveau service décroche les meilleurs résultats du département – « *A la préfecture, la directrice connaît nos noms.* »

L'affaire Kevin est pile dans la cible. « *Le but, pour nous, c'est qu'il prenne le maximum* », dit un enquêteur. Dans le bureau du Boulet, la victime du Boncoin vient d'arriver, une grande femme exubérante et chaleureuse qui remercie sans cesse les policiers. Dans sa plainte, elle avait signalé un grain de beauté à gauche sur le menton de son agresseur. Il n'y est pas. Elle est sûre quand même que c'est Kevin, elle le reconnaît pendant le « *tapissage* » et la confrontation. Lui nie toujours : il était à l'auto-école au moment du vol, dit-il. « *Vous promettez d'appeler ma mère quand vous verrez que j'ai rien fait ? Moi, elle me croira jamais.* » M^{me} Boncoin demande : « *Il va être condamné ?* » Tout le monde hoche la tête en riant. « *C'est sûr.* »

Dans le quartier de la gare, une voiture de la BAC, la brigade anticriminalité, vient de commencer sa patrouille. « *Elle ne te rappelle rien, la Golf 6 devant le tabac ? Je crois qu'on l'a déjà pété deux fois* », dit Pierrick. Chacun scrute les rues, pistant la belle affaire, la morsure d'adrénaline. Alors, malgré les années, ce sera toujours la même chose, le cœur qui se décroche, la tête qui se vide d'un coup, plus rien d'autre n'existe. La BAC représente aujourd'hui le fantasme le plus répandu des commissariats, les derniers cow-boys urbains, même si l'image les énerve. « *Aujourd'hui, les gars veulent du saute-dessus, du terrain, le dernier endroit où ils ont l'impression d'être utiles* », dit un gradé.

Le stage « tuerie de masse »

Dans la voiture, on discute des attentats. Les premiers jours, tout le monde est venu au commissariat, spontanément, même les malades et les vacanciers. Après le 13 novembre 2015, Sarcelles s'attendait à être appelé en renfort à Saint-Denis, la ville voisine, pour l'assaut sur la planque de deux terroristes. Rien. En fait, « *on a surtout aidé la DGSI [Direction générale de la sécurité intérieure] dans les perquisitions administratives* ». Ça a duré quatre mois. Les gars en tenue gardaient les voitures sur les parkings ou s'épuisaient en garde statique. « *Tout le monde voulait ses trois bonhommes devant chez lui. On devenait fous.* » Des habilitations à tirer avec certaines armes ont été attribuées à la va-vite. Le commissariat s'est vu doté d'un fusil à pompe. Tout le monde n'avait pas encore suivi le stage « tuerie de masse », quand il a finalement été

supprimé, en septembre. « *Mais au fond, qu'est-ce qu'on pourrait faire ? On n'est pas préparés pour ça* », dit un autre.

La voiture de la BAC ralentit : un dealer signalé derrière le centre commercial. Pierrick course les acheteurs à travers les immeubles. L'un disparaît. L'autre se fait prendre : chômeur, plus si jeune, vivant seul avec son père. Il fait la gueule quand Guigui lui demande : « *Tu ne consommes pas seulement du shit, je crois, vu l'état de tes dents ?* » Les yeux de Guigui le fouillent comme ses mains tout à l'heure, en pire. Le garçon se fâche : « *Je suis pas une balance.* » Mais il sue de peur, ça se voit, pensant au Subutex au fond de son sac qu'on va lui supprimer. Le temps d'arriver dans les geôles, il a dénoncé la cache où le dealer planque ses doses. L'équipe est en train de l'arrêter quand les portables vibrent, tous en même temps. Un homme avec une kalachnikov a été vu dans un centre de formation, juste à côté d'une école coranique. Il est 17 h 25. Retour au commissariat : trois minutes. Récupération des armes lourdes et des gilets pare-balles : deux minutes. Arrivée au centre de formation : six minutes. Plus un mot, plus un regard. « *Cette fois, même le stress n'a pas la même odeur* », murmure quelqu'un.

Une trentaine d'hommes et de femmes sont sur place, toutes unités confondues. Les radios saturent, il n'y en a pas assez, chacun se bouscule pour parler. Pas de plan des lieux, non plus. Quand les équipes s'éloignent, armes pointées, l'attente commence. Vingt minutes, l'éternité, et les revoilà. En fait, un vigile organisait un entraînement en cas d'attaque terroriste.

Dans le garage du commissariat, Laurence Gayraud attend les voitures qui rentrent. C'est la patronne, on ne l'appelle d'ailleurs que comme ça. Gravement, elle félicite tout le monde, un debriefing s'improvise, debout au milieu des gyrophares. « *Pour un dépucelage, ça passe* », dit Guigui. « *Il y a deux ans et demi, les premiers arrivés auraient foncé tout seuls, avec leur calibre et leur pare-balles, sans attendre personne pour dire "C'est moi qui le fais". Il ne s'agit pas seulement de réflexe, on a pris conscience qu'on est dans autre chose.* » Et un autre, plus bas : « *Est-ce qu'il ne faut pas un nouveau genre de policier, dans cet autre monde ?* »

On vient de finir les gamelles dans la salle de repos. Une manifestation a encore eu lieu la veille. A Sarcelles, tout le monde en soutient les revendications, la patronne aussi pour certaines. Mais personne n'y va. « *Ou alors, ça ne se sait pas* », commente une gradée. On parle de collègues sanctionnés à Paris. Ici, non. « *On n'a pas reçu de menaces. On peut s'exprimer librement.* » Quelqu'un rigole : « *Tu te souviens, la fois où on a failli y aller ? On se serait retrouvés les seuls en voiture sérigraphiée.* » Un frisson rétrospectif voile soudain les visages.

La drogue a tout bouffé, tout étouffé, tout acheté

Quartier de la ZAC, Villiers-le-Bel, district de Sarcelles. L'épave est garée juste à l'endroit où la rue devient sombre. A l'intérieur, un type roulé en boule, avec une bouteille de cognac et un sac de couchage. Adresse ? « *C'est là* », il dit. Profession ? « *Employé municipal.* » La BST (brigade spécialisée de terrain) redémarre. Au volant, David chante avec la radio : « *T'aimer sur les bords du lac* ». Il est 22 heures, le moment préféré de l'équipe. Des immeubles défilent et des ombres d'immeubles. A travers les fenêtres scintillent des télévisions allumées avec personne devant. « *Ce serait bien de tomber sur une voiture volée. On la prendrait en chasse* », dit Ludo. Ça discute d'un bâtiment plus loin. Toujours le même hall, toujours les mêmes têtes, toujours « *quelque chose* ». « *Si on n'a rien à se mettre sous la dent, on ira les contrôler* », dit l'un.

Des silhouettes au bas d'un immeuble, le seul éclairé. Hall noyé de fumée. La BST ralentit. Les têtes se tournent en même temps, les yeux se fixent. Chacun sait ce qui va se passer. Seule question : est-ce que ça va partir en vrille ou pas ?

Ici comme ailleurs, la drogue a tout bouffé, tout étouffé, tout acheté, y compris la paix sociale. Les « violences urbaines » ont sacrément chuté, le business aime le calme. Maintenant, les bagarres ont surtout lieu à la poste, le jour du versement des allocations. N'empêche. Et si les émeutes n'étaient qu'anesthésiées ? Prêtes à repartir, comme ici même en novembre 2007 ? A la ZAC de Villiers-le-Bel, pour la première fois, des balles réelles avaient été tirées contre des policiers, après la mort de deux gamins à scooter, percutés par une voiture sérigraphiée. « *Cela a changé notre regard sur la délinquance. Je ne me sentais plus flic : c'était la guerre* », se souvient le commandant Alain Tenaillon. Lui est né ici, en poste depuis trente-trois ans, diamant à l'oreille, portrait de Jacques Mesrine au-dessus du bureau, plus que trois ans pour rembourser le pavillon. Tenaillon pense qu'un flic doit vivre sur place, se mêler à la vie locale, être fier de son boulot. « *Mais aujourd'hui, les jeunes montent tout de suite au charbon, ils affichent le rapport de force.* » De son côté, une nouvelle recrue se souvient des flammes, lui aussi, dans le ciel de la ZAC. Il était au collègue alors, juste à côté. C'est ce qui lui a donné envie de s'engager.

Après 2007, les patrouilles ont mis deux ans avant de pouvoir retourner dans le quartier. Ils tournaient à pied, un symbole, un rapprochement. Impossible aujourd'hui : pour Villiers-le-Bel, l'effectif est tombé de vingt et un à neuf agents.

« Tu me contrôles parce que je suis noir ? »

« *Mains contre le mur* », dit Ludo, dans le hall. « *Tu me contrôles parce que je suis noir ? Délit de faciès* », dit un petit nerveux. Il a tutoyé les flics, tout de suite. Un plus grand se met à filmer au portable, « *parce qu'il va se passer des trucs bizarres, je le sais* ». Ils sont face à face, uniforme et cagoule, même âge ou presque. « *Des fois, j'ai l'impression de faire de la médiation entre deux bandes* », aime répéter un élu de Villiers-le-Bel. Dans le hall, celui qui filme repart : « *J'habite pas l'immeuble, d'accord, mais je suis chez moi. Pourquoi tu m'emmerdes ?* » Finalement, tout le monde s'en va, en évitant de se regarder.

Dans la voiture, un des équipiers rouspète. « *Ils se sentent protégés de nous. Les associations n'arrêtent pas de monter au créneau, les médias suivent.* » A l'avant, le second relance. « *Toujours devoir se justifier. Eux, ils ont juste à dire qu'on a tort pour être crus. Quel délit de faciès ? Il n'y a pas de Blancs ici, à part les flics, les profs et les pompiers.* » Il parle de son métier, qu'il n'ose plus évoquer en famille. De sa cousine, professeuse en milieu rural. « *Elle ne voit pas ce qu'on vit. Pour elle je suis le diable, limite une carte FN collée sur la tronche.* » En intervention dans les quartiers, Ahmed, de police-secours, se fait régulièrement traiter de « *vendu* ». Il n'aurait peut-être pas choisi ce métier quand il était môme, dans les années 1980. A ses débuts à Tourcoing, dans le Nord, voilà quinze ans, dit-il, il y avait encore des « *commentaires* ». Il complète : « *de mes propres collègues* ».

Dans la voiture de la BST, l'ambiance se détend d'un coup quand David demande : « *Vous avez vu le film L'Arme fatale 4 ? La scène où les deux flics se battent contre un cinglé et son lance-flammes ?* » Ça rigole. Et quand le restaurant chinois s'écroule pendant une arrestation ? La hiérarchie des deux flics n'est pas contente, eux s'en moquent. Sur la table de leur petit déjeuner, un drapeau américain est planté dans le pot de bégonias, leurs femmes écoutent leurs histoires sans leur dire qu'ils sont tordus et voient l'humanité en noir. Elles ont l'air heureuses. « *Eux, c'est encore des héros* », dit quelqu'un au commissariat.

« **Ecrivez au parquet** »

Garges-lès-Gonesse est à l'autre bout du district : un commissariat imposant, construit en forme de revolver. Sous les plafonds majestueux, les mots résonnent comme dans une cathédrale déserte : ils ne sont plus qu'une quinzaine depuis le rattachement à Sarcelles. La chaudière vient d'éclater. Elle ne sera pas changée : trop cher. Des radiateurs ont été apportés, certains de chez soi. Ici, on traite surtout les stupéfiants et la délinquance financière. « *On nous demande de prioriser les fraudes contre la Caisse d'allocations familiales et la Sécurité sociale*, dit une fonctionnaire. *Il n'y en a pas tant que ça – de la survie, surtout.* »

Parfois, quelqu'un appelle pour s'inquiéter d'un autre dossier. Presque invariablement, il s'entend répondre : « *Ecrivez au parquet.* » Il arrive que le parquet envoie à son tour un papier bleu : où en est l'enquête ? Alors, un fonctionnaire descend à la cave. Il traverse un fouillis de plantes en plastique, rescapées d'une visite officielle, et de vélos datant de l'époque où devaient se lancer des brigades à deux-roues. Et là, tout au fond de ce cimetière des ambitions brisées, le fonctionnaire ouvre un placard. 1 846 dossiers sont alignés : escroquerie, abus de confiance, paiement frauduleux... Le fonctionnaire pose le papier bleu sur l'affaire qui lui correspond. Au hasard : l'arnaque d'un joli moustachu de Sarcelles contre une infirmière de Rodez, rencontrée sur Meetic, 2 850 euros en 2013. Puis le fonctionnaire remonte. Il faudrait dix plein-temps pendant six mois pour les écuser. « *Alors on attend que les procédures meurent toutes seules.* »

Depuis septembre, 493 nouvelles affaires ont déjà été ouvertes. Une gradée soupire : « *Les petits jeunes me disent : "Et la considération des victimes ?" Ils se sentent humiliés, impuissants à combattre la délinquance. Ils le prennent à cœur, ils dépriment. Je dois faire attention.* »

Entre 2012 et 2014, quatre suicides ont frappé les équipes de Sarcelles. Depuis, un psychologue donne quelques heures de consultation, mais on préfère pousser discrètement la porte du capitaine Thierry Rolland, 55 ans. La photo d'un flic bronzé, botté haut et chevauchant une moto spectaculaire mange tout un mur de son bureau. « *Et si tout ce que vous aimiez devenait votre métier ?* », proclame l'affiche. Tout gamin, Thierry Rolland l'avait vue dans un commissariat : c'est d'elle que vient sa vocation. Il a fait son burn-out en janvier 2013. « *Les collègues sont durs, l'un pensait que je simulais.* » Il est un des seuls en France à accepter de briser le tabou et témoigner à visage découvert. « *Ça me donne une raison de vivre.* » Même si les statistiques restent discrètes, le nombre de morts par suicide dépasse largement celui des tués en service dans la police. Une mesure avait été mise en place, obligeant les flics à laisser leur arme au commissariat. Elle a été supprimée après l'attentat contre deux fonctionnaires, chez eux, à Magnanville, en juin.

Le Boulet se sert un thé dans une tasse siglée « *l'homme de ma vie* ». L'employée de l'auto-école a formellement identifié Kevin. Elle a montré les résultats du test qu'il a passé exactement à l'heure du vol pour l'examen du code. Un ami, peut-être, aurait utilisé son mail ? Le magistrat a libéré Kevin.

Sur la chaise, en face du Boulet, Mathurin vient de s'asseoir. Il commence : « *Tu crois que je vais te lécher les pieds ?* » On vient de l'arrêter avec un portable arraché à un apprenti maçon.

